

le prolétaire

parti communiste international

SUPPLEMENT POUR LA BELGIQUE & N° 10 LES PAYS BAS	TRIMESTRIEL 20 fb	EDITEUR RESP.: J. ARNOLDY 258 rue de la jardinière-Angleur
--	----------------------	---

MAI 1980

Dans ce numéro:

En Français:

1 MAI..

Crise politique en Belgique.

**A propos des affrontements dans les Fourons.
Austérité pour les étudiants étrangers.**

La situation en Hollande.

Notes politiques:

Quelle perspective pour la jeunesse ?

A bas le militarisme bourgeois!

Notes syndicales:

“Loco”, “Chantier”.

Gazelco : non à la clause scélérate!

En Neerlandais:

**Dictature proletarienne et parti de classe.
La situation en Hollande.**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

POUR UN FRONT PROLETARIEN DE LUTTE !

1^{er} MAI, CONTRE L'OFFENSIVE CAPITALISTE !

Après les premiers signes de crise de 1973-74, la bourgeoisie parlait encore de reprise prochaine et de sacrifices provisoires. Aujourd'hui dans tous les pays, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, elle tient à peu près le même langage: la crise est durable, et les lendemains prospères de plus en plus lointains. Et elle fait la morale aux travailleurs : voyons on ne peut pas tout avoir, du pain et des horaires de travail humains, la "chance" de travailler et des conditions de travail moins dures, et si les miettes du gâteau que les ouvriers peuvent saisir sont encore réduites c'est que le gâteau lui-même a diminué ...

Et pourtant dans le secteur industriel la productivité a été multipliée par dix depuis la dernière guerre ! Qu'est ce que cela signifie ? Que la sueur et le sang des prolétaires et tous les progrès humains ne sont employés, dans ce régime, qu'à faire tourner toujours plus vite la roue infernale du profit.

La seule perspective que donne la bourgeoisie aux producteurs de toute la richesse sociale, c'est d'aider dans chaque pays "leur" bourgeoisie à s'engraisser aux dépens des autres bourgeoisies, c'est d'espérer grappiller quelques miettes sur le dos de leurs frères de classe des autres pays concurrents, sur le dos de leurs frères des pays dominés, sur le dos de leurs frères de classe immigrés et des catégories les plus défavorisées.

Au terme de tous ces efforts la bourgeoisie ne peut nous promettre qu'une nouvelle guerre entre les mastodontes impérialistes, la seule issue que le capitalisme ait jamais trouvée à ses crises les plus amples, pour faire place nette, et repartir pour une nouvelle course folle sur un terrain nettoyé, recouvrant un immense cimetière d'hommes et de marchandises.

En un sens, on peut remercier la bourgeoisie de son cynisme : elle se charge elle-même de saper les discours de ceux qui prétendent concilier la santé de la classe ouvrière et celle du capitalisme, de ceux qui prétendent rendre l'ordre social actuel viable moyennant quelques réformes et quelques changements de gouvernements ou de lois!

Et c'est en faisant miroiter ces réformes mensongères que les larbins de la bourgeoisie, qui se sont vendus pour un plat de lentilles, les partis faussement ouvriers et les bonzes syndicaux, demandent à la classe d'être réaliste, d'avancer des revendications qui ne gênent pas l'économie nationale.

Mais le réalisme pour la classe ouvrière, c'est de défendre ses conditions de vie et de travail, en restant sourde aux prétendus intérêts supérieurs de l'entreprise ou de l'économie nationale ! C'est de lutter résolument pour défendre le pouvoir d'achat du salaire et de revendiquer :

- De fortes augmentations de salaire, plus importantes pour les bas salaires !

Le réalisme face aux cadences infernales, au travail de nuit, au travail posté, au travail le week-end, à la surexploitation pour les uns et au "dégraissage" pour les autres, c'est de défendre notre peau et notre santé. Le réalisme pour la classe ouvrière, c'est de revendiquer :

- 35 heures maximum, tout de suite, et, interdiction des heures supplémentaires avec maintien du salaire.

Le réalisme face au chômage, c'est de combattre résolument les licenciements et de défendre les chômeurs, c'est de se battre unis, chômeurs actuels et futurs chômeurs :

- Pour le plein salaire aux licenciés et aux chômeurs, si le capital n'est pas capable de leur assurer du travail.

La bourgeoisie espère attiser chez les prolétaires les réflexes de concurrence, et leur désigne des boucs émissaires : les femmes qui devraient rester chez elles, les immigrés qui devraient retourner chez eux ! Le réalisme, là encore pour les travailleurs, c'est de :

- Lutter contre toutes les discriminations,

non pas au nom de bons sentiments abstraits mais parce que ces discriminations et ces régimes d'exception, comme les lois anti-immigrés, sont des atteintes aux conditions de vie et à l'unité et la capacité de lutte de l'ensemble de la classe ouvrière.

Pour la bourgeoisie, la classe ouvrière ne peut vivre que si la paix sociale est respectée. Mais si la classe ouvrière ne la menaçait pas nécessairement, pourquoi alors plus de police, de répression, d'état d'exception légal ? Le capitalisme a créé lui-même ses propres fossoyeurs, en rassemblant dans des villes monstrueuses et dans des usines-casernes une armée industrielle internationale qui peut se retourner contre lui.

Le réalisme pour la classe ouvrière, c'est d'utiliser cette force là. C'est cette force dont le moindre réveil fait trembler toute la bourgeoisie, qui se conquiert en tournant le dos au tapis vert, aux manœuvres de couloir et en utilisant les armes de classe :

- La grève la plus large possible, sans limitation préalable de durée;
- La solidarité active par dessus les barrières d'entreprises, de catégories, de langues, de nationalités, par dessus les frontières face aux attaques de l'ennemi et à sa répression;
- L'auto-défense ouvrière

Le réalisme, c'est que chaque groupe prolétarien ne se laisse pas séparer des autres, mais vive toujours davantage comme un détachement de la grande armée internationale des travailleurs !

Le réalisme, c'est de comprendre que la simple défense des besoins quotidiens des prolétaires contre l'offensive bourgeoise ne peut suffire à secouer leurs chaînes : mais elle est le premier pas indispensable vers l'indépendance de classe, et la reconstitution d'un front prolétarien capable de libérer l'ensemble de la société du cycle infernal du capitalisme !

Si la classe ouvrière aujourd'hui ne sait pas se défendre, elle ne saura jamais demain attaquer. Or pour mettre fin à tous les maux qu'engendrent le capitalisme (chômage, exploitation ...), la classe ouvrière n'a d'autre solution que la révolution communiste violente.

Une longue et douloureuse expérience historique, chaque jour confirmée, montre que même sous la forme la plus démocratique, l'Etat bourgeois n'est qu'une machine au service exclusif de la bourgeoisie - il est une bande armée qui défend les privilèges du capital - et qu'il est illusoire de vouloir utiliser sa justice et ses lois contre lui ! Illusoire de prétendre le transformer par la voie parlementaire et pacifique !

Le programme politique du prolétariat n'est pas la démocratie, qui, même "avancée", reste une des formes de la domination de classe de la bourgeoisie, mais "tout le pouvoir au prolétariat", sur la ruine de l'Etat en place qui ne peut être détruit que par la violence révolutionnaire et l'insurrection armée !

L'émancipation du prolétariat ne peut être nationale : chaque fois que la classe ouvrière a mis en danger l'ordre établi, elle a trouvé contre elle toutes les bourgeoisies coalisées. La société sans crise et sans guerre pour laquelle il lutte ne peut être que mondiale, et la lutte ouvrière est internationale par nature. Il faut unir toutes les forces internationales de la classe ouvrière qui sont immenses, et pour organiser et diriger cette lutte, il faut un Parti mondial du prolétariat.

Les prolétaires n'ont rien à défendre dans cette société : ni entreprise, ni économie, ni patrie. Leur seule "patrie", c'est leur lutte pour l'émancipation du joug du Capital, pour le communisme.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS,

UNISSEZ - VOUS !

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Bruxelles 1er Mai 1980.

Si ces positions vous intéressent venez en discuter aux permanences :

Le 2^e lundi de chaque mois
de 19h30 à 21h30
Café de la Régence
Pl Ferdinand Cocq, 12
1050 - BRUXELLES

REUNION DE LECTEURS : suivie d'un débat

L I R A N

Samedi 17 Mai, 18 h 30
au Café de la Régence
Pl F. Cocq, 12
Bruxelles.

LISEZ LE PROLETAIRE,
PROGRAMME COMMUNISTE.

Vient de paraître

programme communiste

n° 82

- L'ère des guerres et des révolutions
- Le rôle de la nation dans l'histoire
- L'Afrique proie des impérialismes :
- 4. La mainmise sur les matières premières (suite et fin)
- L'Ulster, dernière colonie anglaise

Crise politique en Belgique.

Ainsi donc une nouvelle crise politique a éclaté en Belgique. Le gouvernement Martens formé après 100 jours de traditions, n'aura vécu qu'un an. Pourtant le programme gouvernemental était clair et connu de tous, il s'agissait de régler la question communautaire et de faire passer dans la foulée la loi-programme, loi d'austérité pour les travailleurs. Le compromis entre socialistes et chrétiens formant le gouvernement, était possible et de toute manière ne pouvait s'effectuer que contre la classe ouvrière. En effet il fallait lui faire croire que la régionalisation était une concession fondamentale, ce qui permettait alors d'appliquer un large programme d'austérité (1) et bien entendu, la bourgeoisie pouvait pleinement compter sur les socialistes pour cette manoeuvre ! Pourtant cette "régionalisation" elle-même ne signifiait pas grand chose : les exécutifs régionaux devant être constitués de la même majorité qu'au niveau central, les financements des régions n'étaient pas prévus, les fonctions principales de l'Etat restaient centralisées de fait.

Différentes fractions bourgeoises agissant pour leur propre compte ont mené petit à petit le gouvernement à une impasse. Pour nous, communistes révolutionnaires, la portée des dissensions au sein de la bourgeoisie doit être analysée du point de vue des intérêts du prolétariat et non pas du point de vue de la Nation et encore moins du point de vue "régionaliste".

Le PCB, quant à lui, révèle bien son rôle contre-révolutionnaire, de larbin de la bourgeoisie, lorsqu'il appelle au "développement des contacts suivis entre les travailleurs et les élus"... et fixe le but de "régénérer les institutions parlementaires pour leur rendre plus de poids et d'autonomie (sic ! NDR) dans la vie sociale". (Tribune libre de C. Renard dans "le Soir" du 11 avril).

Alors même que les décisions sont prises hors du parlement, que les élections ne surviendront que si les partis bourgeois ne savent pas s'entendre, le PCB veut "sauver la démocratie" !!

Quant à la LRT, elle sombre dans le fédéralisme le plus écoeurant, elle rajoute deux sous à la musique de ceux qui depuis des dizaines d'années servent aux travailleurs wallons la même rengaine : le "socialisme" dans la seule Wallonie !!

"Les travailleurs veulent rompre avec l'Etat central belge parce que celui-ci ne peut offrir de solution aux revendications, parce qu'il ne permet pas à la Wallonie (souligné par nous) de sortir de la crise ... la réalisation d'un véritable fédéralisme doit s'appuyer d'une part sur un plan ouvrier contre la crise élaboré par les organisa-

tions syndicales et par le soutien à ce plan ouvrier des partis qui se réclament de la classe ouvrière ... Le fédéralisme s'obtient par l'action et le renforcement du front unique ouvrier". (La Gauche du 10.1.80).

On voit où en est arrivé le trotskysme : non seulement il est lui aussi gradualiste et pacifiste, car ce qu'il veut c'est un gouvernement ouvrier en Wallonie survenant pacifiquement, car majoritaire sur le plan électoral, mais en plus il renie le combat mené par Trotsky en accréditant la théorie stalinienne du "socialisme dans un seul pays". Mais tout cela c'est du passé, n'est ce pas messieurs Mandel et consorts, ne vaut-il pas mieux se vendre à l'opportunisme ! Ces arguments, nous les connaissons, ce sont ceux des soi-disant "socialistes" et autres .. qui prétendent que la classe ouvrière est plus forte en Wallonie.

Cependant n'est ce pas R. Gillon lui-même qui a déclaré : "J'ai la preuve que les travailleurs flamands partent plus souvent en grève que les travailleurs wallons. Et les statistiques de paiement d'indemnités de grèves (notamment dans le secteur des fabrications métalliques) montrent qu'on dépense plus d'argent dans la partie flamande du pays que dans la région liégeoise"... il est vrai que c'était une confidence à la revue d'affaire "Belgian Business"... sans doute pour inviter les capitalistes à investir en Wallonie !!

En réalité si les travailleurs doivent bel et bien réaliser un FRONT DE CLASSE, ce n'est pas pour sortir la Wallonie ou la Flandre de la crise, ce n'est pas non plus avec les partis réformistes mais bien CONTRE ces partis qu'il faut le faire, en forgeant l'unité de la classe ouvrière qui est INTERNATIONALE PAR NATURE.

Les travailleurs flamands, wallons et immigrés doivent s'unir contre le front uni objectif qui rassemble toute la bourgeoisie et les partis réformistes (PS et PC). Nous ne savons pas comment les fractions bourgeoises et le PS vont s'entendre pour reformer un gouvernement ou s'il faudra aller aux urnes. Mais ce que nous savons c'est que l'absence d'un front prolétarien de lutte explique en grande partie que la bourgeoisie puisse encore se livrer à ces jeux qualifiés par ses éléments les plus avancés comme "puérils" et "irresponsables". Et bien entendu, le PS, le PC, la FGTB, la CSC se gardent bien d'appeler les travailleurs à se battre, au contraire la trêve sociale est de rigueur !

Ne nous y trompons pas : le bilan capitaliste pour la Belgique est lourd de menaces pour la classe ouvrière : on prévoit 180 milliards de francs belges de déficit de la balance des paiements fin 80, inutile de

dire que c'est la classe ouvrière qui va devoir payer ! Les restructurations vont continuer, le chômage s'accroître et les cadences augmenter encore (2) ! La "loi-programme" (ou du moins ses dispositions) sera appliquée : remboursements de la sécurité sociale réduits, révision de la liaison des salaires à l'index, notamment en séparant les coûts pétroliers des autres, dans le calcul des augmentations des prix. Bref, une situation identique à celle que connaît l'ensemble de la classe ouvrière, dans quel que pays que ce soit.

Prolétaires, Camarades,

Ne nous laissons pas endormir par les fausses querelles des bourgeois ! Luttons résolument contre l'austérité, contre la politique collaborationniste des partis réformistes et des directions syndicales (FGTB, CSC), organisons nous pour la défense de nos propres intérêts !

Note 1 : "Il s'agit de la réforme indispensable des institutions (régionalisation, NDR) ... Ensuite viendra une période que nous utiliserons, pleinement, pour libérer de nouvelles forces politiques et dégager l'énergie indispensable à l'assainissement social et économique ... C'est pourquoi je n'hésite pas à vous annoncer que nous devons serrer plus encore la ceinture budgétaire". (Martens dans le "Soir" des 9 et 10 mars)

Note 2: Taux de croissance annuel de la productivité : 5,72% pour la période allant de 1964 à 68, 6,6% pour 69-73, 7,4% pour 74-76!

Soutenez le développement de la
presse internationale du Parti
Souscrivez !

el-oumami

n° 8 (mars 1980)

En langue arabe :

- Golfe : une sonnette d'alarme pour eux et pour nous.
- Immigration : porter la lutte sur un terrain de classe.
- Le programme des « Fedayin » iraniens ou les limites du démocratisme petit-bourgeois.
- L'intervention russe en Afghanistan.

En langue française :

- Pas d' « issue nationale » à la crise du capitalisme !
- Le capitalisme algérien à l'heure des « bilans ».
- La santé se porte bien en Algérie.
- La signification des événements de Gafsa.
- Portée et limites du mouvement de résistance sahraoui.
- L'imperialisme russe en Afghanistan. Affrontements de classes ouverts en Turquie.
- C'est le capitalisme qui empoisonne la famille !
- Bilan des luttes anti-coloniales.
- L'extrême gauche « autonomiste » et la question palestinienne.

NOTRE PRESSE EST EN VENTE :

- BRUXELLES
La Borgne Agasse
Rue de l'Athénée 18

C. Delcourt
Chaussée d'Ixelles, 8
- LOUVAIN LA NEUVE
Centre Galilée
Pl Galilée
- CHARLEROI
Clunay
Bd Tirou, 86
- GENT
Universitaire Boek-handel
St Amanstraat, 20

Boekenfonds Maruix
Ajuinlei 18
- ATH
Noterman
Chaussée de Mons, 54
- HASSELT
Standaard Boekhandel
Alderstraat, 9
- ANTWERPEN
De Groene Waterman
Wolstraat

Le Prolétaire

Suppl. SUISSE

15 nov. 79 - 15 avr. 80

- Contre tous les fronts impérialistes !
- Pour la guerre de classe internationale contre le Capital !
- L'ex-gauchisme à l'épreuve des faits
- PSS, USB, valse des initiatives
- Pour sauver l'économie nationale
- Le bulletin de vote : un puissant amortisseur de la lutte de classe
- Une nouveauté contre-révolutionnaire
- Partout le capital assassine
- Compte rendu des réunions publiques
- Hongrie
- Genève, comité action-réponse

LA "MALADIE INFANTILE"

CONDAMNATION DES FUTURS RENEGATS

(Sur la brochure de Lénine : « La maladie infantile du communisme »)

- I. La scène du drame historique de 1920.
- II. Histoire de la Russie, ou de l'humanité ?
- III. Points cardinaux du bolchévisme : centralisation et discipline.
- IV. La trajectoire accélérée du bolchévisme.
- V. Lutte contre les deux camps antibolchéviques : le réformisme et l'anarchisme.
- VI. La clé des « compromis permis par Lénine ».
- VII. Appendice sur les « questions italiennes ».

Une brochure de 100 pages - Prix : 7 F.

Austérité pour les étudiants étrangers .

En 1976, par les mesures Humblet de Croo, le gouvernement avait décidé que les étudiants étrangers, dont les parents ne résidaient pas en Belgique, devraient désormais payer un minerval afin de contribuer aux frais de l'enseignement. Faisaient exception à cette mesure, les étudiants en provenance de 116 pays reconnus comme pays en voie de développement et, à ce titre, ils bénéficiaient de subsides. Ceux-ci suivaient donc leur étude "aux mêmes conditions" que les étudiants belges. C'est ce que la Belgique appelait la politique de coopération.

Cette année, dans le cadre de la "ld-programme", le projet Eyskens restreint ces "faveurs" : le 7 mars le conseil des ministres a décidé que seuls 41 pays peuvent encore être considérés comme en voie de développement - par conséquent toujours subsidiés. Et encore, uniquement dans les disciplines qui ne sont pas enseignées dans ces pays. Pendant l'année académique 80-81, des mesures transitoires permettront aux pays rayés de la liste des 116 (*) d'inscrire encore, comme étudiants subsidiés, 100%, en région néerlandophone, de la moyenne arithmétique du nombre des étudiants étrangers inscrits en 76-77, 77-78, 78-79, et 65% en région francophone. En pratique, cela signifie que 80 à 95% des inscriptions en 1ère année en provenance des pays subsidiés à 65% seront refusées !

Les étudiants ont organisé le jeudi 27 Mars une manifestation de solidarité qui a rassemblé 3000 étudiants. La première assemblée générale en escomptait 6000. Rappelons qu'à l'ULB, les étudiants étrangers sont 4475 sur un total de 14900 - soit environ 30%.

Quelle fut la nature de cette solidarité et des protestations contre ces mesures ? Le tract pour l'assemblée générale suivie de la manifestation appelle à la lutte :

- contre la sélection financière
- pour exiger le retrait du plan Eyskens, et avait pour objectif de proposer une politique de "coopération cohérente". Ce tract a été signé par une cinquantaine d'organisations belges et étrangères (organisations d'étudiants ou organisations politiques: PTB, LRT, PLS...).

Or que signifient réellement ces mesures contre les étudiants étrangers ? Il ne s'agit pas simplement pour le gouvernement de réduire le budget aux universités, qui l'an prochain ne sera plus de 965 mil-

lions mais de 800. Il s'agit aussi d'un acte politique : les étudiants étrangers représentent dans les universités un véritable foyer d'agitation politique. Il suffit de comparer le nombre de leurs meetings, réunions, assemblées .. à celui des étudiants belges pour voir que leur vie politique est beaucoup plus intense. Pour les mouvements politiques des pays d'origine, il est indispensable de profiter des facilités "démocratiques" qui peuvent exister dans les métropoles (1).

Mais en temps de crise, il faut appliquer l'austérité, empêcher que la classe ouvrière relève la tête, enrayer de la façon la plus efficace toute action contestatrice, venant de la jeunesse prolétarienne et aussi des étudiants... Et dans les universités, les étudiants étrangers sont la première cible parce qu'ils sont de véritables "éléments perturbateurs". La bourgeoisie ne peut pas se permettre de l'ignorer. Il est donc très important de voir qu'il ne s'agit pas là d'un plan de rationnement anodin ! De plus, il est aussi vital de démasquer et de détruire le mythe de l'"aide de coopération aux pays en voie de développement". Cette aide, en provenance des pays ... impérialistes, n'a rien de philanthropique. Par cette fameuse "aide" la bourgeoisie a toujours compté sur le fait que les étudiants étrangers, qui rentreront au pays et qui seront, pour une grande partie d'entre eux, des techniciens diplômés, des cadres, des directeurs d'usines..., feront appel tout naturellement au pays dans lequel ils ont fait leurs études pour assurer les échanges commerciaux, les marchés, etc. Pour quelques centaines de mille francs que la Belgique dépense pour un étudiant, elle peut en récolter des millions en contrats ! (2). Ce n'est donc pas une "aide de coopération" mais bel et bien un investissement et des plus rentables ! Mais ce sont des investissements à long terme; et la bourgeoisie belge - c'est là une contradiction du régime capitaliste - ne peut plus actuellement se permettre de tels investissements.

Une solidarité réelle pour la défense des étudiants étrangers doit donc passer par la dénonciation et la LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME. Ce qui n'a été fait par aucune des organisations de gauche ou d'extrême gauche.

Il faut aussi rappeler que, même poussée par les besoins de l'austérité, la bourgeoisie n'attaquera jamais les étudiants dans leur ensemble - d'ailleurs le plan Eyskens n'em pêche pas les étudiants étrangers fortunés de s'inscrire ! - . Et ce parce que les "étudiants ne sont pas coupés du reste de la société," ... "Ils reflètent et expriment le développement des intérêts de classe et des groupements politiques de toute la société". (3) Et la bourgeoisie ne s'attaque pas à toutes les classes de la même manière. La riposte au plan Eyskens ne peut donc pas se faire "dans la plus grande unité des étudiants (4) sous peine de s'enliser dans le terrain de la morale et de la charité bourgeoises, et de stériliser tout le mouvement.

C'est pourtant l'orientation qu'a prise jusqu'à maintenant ce dernier, "guidé" par les organisations politiques de "gauche" et d'"extrême-gauche", en allant même jusqu'à réclamer la défense de l'université et de la culture en général ...

Une belle manière de noyer le poisson et de mener la lutte dans une impasse.

Note (*) Parmi les pays touchés : l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, le Sénégal, le Liban, tous les pays d'Amérique Latine .. Parmi les pays restant en liste, ou bien des petits pays n'envoyant jamais d'étudiants ou I tous les 10 ans, ou ... le Zaïre

Note 1 : Notons d'ailleurs que le Parti International de classe doit lui aussi en profiter, notamment pour mener un travail dans l'immigration et préparer la lutte clan destine au pays, mais pas avec les mêmes méthodes que les groupes politiques populistes et démocratiques qui s'imaginent trop souvent que la démocratie est ici "véritable".

Note 2 : Et quand on voit les conditions de ces contrats, la dette de ces pays envers les impérialismes, qu'ils ne peuvent rembourser qu'au prix d'une exploitation forcée du prolétariat, on s'aperçoit de quel le générosité il s'agit !

Note 3 : Lénine Oeuvres T7

article sur les étudiants p 38 à 52

Note 4 : Statuts de l'AGPE du 1.3.80

A propos des affrontements dans les Fourons.

Les fourons ont été le théâtre d'affrontements violents sur la question linguistique. Ceux-ci concernent la classe ouvrière en Belgique dans la mesure où ils sont bien souvent un facteur de division. Aussi convient-il d'en expliquer les causes et de montrer où sont les véritables responsabilités.

Au delà des groupes d'extrême-droite flamands qui cherchent à raviver les antagonismes de ce type, et, des groupes wallons qui appellent à un "front" des wallons, toutes classes confondues, il y a le jeu de la bourgeoisie belge qui préfère ce genre d'affrontements à la lutte de classe. Ce sont les capitalistes qui sont responsables de l'absence d'unité de la "nation belge". Historiquement il n'y a pas eu de révolution démocratique bourgeoise et la Belgique a été constituée par un accord entre grandes puissances européennes, comme état-tampon. Une fois le pouvoir entre ses mains, la bourgeoisie n'a jamais été capable d'unifier ce petit pays - ce qui aurait signifié rattraper le retard économique qu'avait pris la Flandre sur la Wallonie.

Aujourd'hui pour régner la bourgeoisie va même jusqu'à exploiter les différences entre ces deux régions - et notamment le problème linguistique - pour ses propres intérêts de classe. C'est ainsi que soumis aux aléas de la politique à courte échéance, les fouronnais ont été ballottés entre wallons et flamands avec tous les problèmes linguistiques que cela comporte. Notons aussi que lors des derniers affrontements, la gendarmerie au service de l'Etat bourgeois n'a pas mis le même zèle à tirer et à se battre contre "les flamingants" de WMO et du TAK que contre des ouvriers grévistes. En intervenant si tard, elle a cautionné les bandes d'action para-légales dont le but manifeste est d'intimider par la force les francophones trop virulents. Et alors que le problème communautaire était discuté entre responsables gouvernementaux, les extrémistes flamands ont certainement voulu montrer que seule la violence résoudrait ce problème.

L'Etat belge n'a donc plus de répit, partagé entre les intérêts divergents, immédiats, des fractions wallones et flamandes de la bourgeoisie, et son rôle de représentant des intérêts généraux de cette classe face aux autres classes et surtout face au prolétariat.

Seule la violence de la classe ouvri-

ère unie, flamande et wallone, belge et internationale, pourra imposer sa solution, SON POUVOIR DE CLASSE, pour qu'enfin cesse toute oppression et toute exploitation de l'homme par l'homme.

Quelques notes politiques :

Quelles perspectives pour la jeunesse ouvrière ?

Un récent article des "Cahiers marxistes" (la revue mensuelle du PCB -1-) nous donne l'occasion de rappeler quelles sont les positions des communistes révolutionnaires à l'égard des problèmes auxquels se trouve confrontée la jeunesse prolétarienne. Ces positions sont à l'opposé de celles que défend l'actuel PCB, plus préoccupé de la défense de l'ordre établi que de son renversement ! En effet, ses propositions visent surtout, comme nous allons le voir, à briser tout élan révolutionnaire des jeunes ouvriers en les enfermant dans les mailles serrées du "tissu démocratique de notre société", pour reprendre l'expression utilisée par le PCB. Mais qu'est ce que cela peut bien signifier pour les jeunes ouvriers alors qu'ils n'ont aucune liberté de mouvement, qu'ils sont surexploités comme apprentis ou encasernés dans les écoles techniques puis à l'armée ou bien maintenus au chômage ?!!

Si l'article du PCB ne passe pas sous silence les problèmes rencontrés par les jeunes ouvriers dans différents domaines : école, "loisirs", vie sexuelle, insertion dans l'industrie ..., il faut souligner qu'il tend à présenter ces difficultés comme étant celles que connaissent tous les jeunes, gommant ainsi les antagonismes de classes existant au sein même de la jeunesse "en général". Celle-ci est définie comme étant une "strate sociale différenciée" dont l'apparition résulterait de la "consommation de masse", phénomène "historiquement nouveau", qui aurait, ces dernières décennies, provoqué une "socialisation horizontale" : "Certes la jeunesse n'est pas socialement et culturellement homogène, tant s'en faut. Les divisions de classes, les différences de préoccupations et d'expression selon le milieu et la profession, subsistent évidemment. Mais on constate aussi des façons d'être et d'agir (certains traits de langage et de pensée, une convergence de goûts notamment musicaux, la fréquentation de lieux dévolus aux jeunes tels qu'écoles et dancings, des modes de consommation "jeunes", l'influence de certaines émissions, qui donnent à la jeunesse des caractères identifiables à travers les catégories sociales".

Et le PCB de noter que ces phénomènes s'accompagnent d'éléments positifs : "l'élévation du niveau de vie, l'élargissement des connaissances, une libération plus grande de l'individu et particulièrement en ce qui concerne les femmes et les jeunes" (?!)

Où est donc le problème ? Pourquoi

donc le PCB se livre-t-il à cette étude ? Eh bien, parce qu'il est sérieusement préoccupé : "La génération actuelle est la première génération qui a grandi avec la crise comme toile de fond", ce qui veut dire pour les jeunes ouvriers et ouvrières qu'ils deviennent des "sous travailleurs surexploités" et que tout cela mène à une "marginalisation". On voit donc que le PCB tient à tirer le signal d'alarme. Pour le compte de qui ? Pour celui de l'ordre démocratique, c'est à dire pour la bourgeoisie, bien entendu !

Mais ceci nous amène à rétablir certains faits, qui nous permettront de montrer à la jeunesse prolétarienne la voie qu'elle doit suivre (alors que le PCB tout au long de son article, se garde bien de s'adresser aux jeunes, préférant son maître : la bourgeoisie !). Pour le réformisme, l'opportunisme, la période de "prospérité" capitaliste couvrant les années 60 et 70 (les "Golden sixties") qui avait permis à sa politique de prendre appui sur les miettes accordées par la bourgeoisie à la classe ouvrière (une légère amélioration du niveau de vie, la possibilité d'accéder aux vacances, aux appareils ménagers, etc ...), de véritables miettes par rapport aux bénéfices vertigineux et à l'accroissement de la productivité (!), cette période devait durer éternellement et permettre, dans le monde devenant de plus en plus "civilisé", un passage graduel et pacifique au socialisme. C'est à cette époque que les "jeunes en général" deviennent un marché juteux pour le Capital (musique, mode, sport ...). Tout ceci contribua à masquer des faits pourtant bien réels, déjà les jeunes bourgeois et les jeunes ouvriers sont bien traités différemment, les "bandes" ont une implantation bien différenciée (blousons noirs contre blousons dorés), l'argent amène partout la discrimination (bagarres à l'entrée des concerts, pour bousculer le service d'ordre ...). Et puis, brutalement, comme les véritables marxistes l'avaient toujours affirmé, le capitalisme mondial replonge dans la crise. Pour la classe ouvrière, quel que soit jeune ou plus vieille, les conditions empirent - pas tout aussi brutalement car les amortisseurs sociaux sont là - mais, globalement, on assiste à une dégradation de plus en plus marquée. Les "mythes" de la société dite de "consommation" s'effondrent et la jeunesse prolétarienne ressent durement ce changement, elle est terriblement touchée par le chômage : comme le note lui-même le PCB, le tiers des chômeurs officiels a moins de 25 ans (environ 100 000) et parmi eux le tiers a plus d'un an de chômage, sans compter les 30 000 "stagiaires"; la jeunesse ouvrière scolarisée vit l'angoisse du manque de débouchés assorti d'un

enseignement de plus en plus "pratique" où les matières générales deviennent superflues (2).

Ainsi donc, si la "société de consommation" n'avait nullement résolu les problèmes des jeunes (les sociologues et le PCB avec eux parlent de "bof génération", entendez par là que la satisfaction de quelques besoins matériels n'amène pas les jeunes à adhérer aux "valeurs" de la société bourgeoise), la crise plonge la jeunesse ouvrière dans une existence encore plus pénible : de grise, elle devient noire ! D'autre part, les jeunes petits bourgeois connaissent la prolétarianisation forcée et ce sont eux qui craignent le plus pour leur avenir. A l'inverse, la jeunesse bourgeoise continue à jouir de toutes les prérogatives que lui donne l'argent, elle peut continuer à goûter aux multiples "activités" et "loisirs" qui lui sont accessibles mais inaccessibles aux grandes masses de jeunes des milieux populaires.

La crise vient donc creuser un peu plus le fossé qui n'a jamais été comblé et ne pourra jamais l'être tant que subsistera cette société d'exploitation de l'homme par l'homme. Le phénomène le plus important reste donc celui de la division de la jeunesse en classes et non pas celui d'une homogénéisation sur un "modèle" parfaitement mystificateur. Le tout est donc de savoir dans quel camp on se place. Les jeunes prolétaires n'ont aucune illusion à se faire sur l'avenir que leur prépare le capitalisme, tout comme pour les générations précédentes il est synonyme d'esclavage, de privation, d'alternance de "prospérité" et de crise, de "paix" et de guerre. C'est pourquoi la cause que doit défendre la jeunesse ouvrière n'est pas différente de celle que défend historiquement la classe prolétarienne : la révolution communiste mondiale qui seule pourra amener la réalisation du socialisme et l'émancipation de l'humanité tout entière.

Les jeunes prolétaires ne trouveront pas dans le PCB, ni d'ailleurs dans le PS ou chez les gauchistes suivistes, un moyen d'aller vers ce but, bien au contraire. En effet toute la politique de ce parti vise à empêcher la jeunesse ouvrière d'adhérer à la révolution, il s'agit pour lui de mettre fin à la "violence des jeunes", à la drogue ... par la "mise sur pieds des instruments de participation démocratique des jeunes à la vie de l'école, de la commune, de la région, de la caserne, de développer le rôle spécifique des organisations syndicales de jeunesse à l'entreprise, de réfléchir aux possibilités de motivation et d'organisation du "public" des bureaux de chômage où la démobilisation des jeunes s'avère particulièrement pesante". Beau programme ... d'enrolement et de discipline à l'ordre établi !

Voilà bien un raisonnement de vieux conservateurs : ces jeunes ouvriers n'ont plus de goût à rien, créons donc des "structures" où ils pourront s'"exprimer" et le tour est joué ! Comme si, ce qu'il manquait à la classe ouvrière, était de pouvoir s'exprimer ! Non ce qui étouffe la jeunesse ouvrière,

c'est le capitalisme, mais c'est en même temps ce qui en fait une force explosive, aujourd'hui dans les luttes immédiates de la classe contre les conséquences de la crise et demain dans la lutte révolutionnaire pour abattre l'Etat bourgeois !

Note 1 : N°80 Janvier 80 "Les jeunes, cet autre problème de l'énergie". Toutes les citations sont tirées de cet article.

Note 2 : Comme le révèle une autre étude du PCB sur la jeunesse (L'école - L'emploi, N°41 de "Faits et Arguments", bulletin bi-mensuel du Propagandiste), les patrons intervenant dans un institut d'enseignement technique de l'Etat "ne désirent pas que leurs agents techniciens (formateurs) perdent du temps dans les écoles, sauf si par leur présence ils peuvent influencer la formation afin de rendre les élèves rentables plus vite". Notons aussi que 74% des jeunes ont une ou plusieurs années de retard en terminale, enseignement technique ou professionnel (37% dans l'enseignement général), 41% des jeunes quittent l'école sans diplôme au delà du primaire!

A bas le militarisme bourgeois!

Il y a quelques semaines, suite à la déclaration de quelques généraux à la retraite, qui mettaient en doute l'efficacité de l'armée belge, la question de l'allongement du service militaire s'est posée. Ces dernières années, la Belgique a dû augmenter, comme tous les autres pays, le budget de défense nationale. L'effort n'a pas été suffisant pensent ces généraux. Ils estiment aussi nécessaire de voir renaitre un véritable esprit civique, allant même jusqu'au sacrifice, une véritable discipline. Parmi les mesures à prendre pour renforcer l'efficacité de l'armée, ils proposent l'allongement du service militaire, qui passerait à 18 mois, alors qu'il est de 8 à 10 mois actuellement. Il est clair que si cette déclaration a précipité le débat sur ce sujet, le gouvernement ne l'a pourtant pas attendu pour se poser la question. Car les préoccupations de ces messieurs les généraux ne sont autres que celles de la bourgeoisie. Et si le gouvernement n'a pas su faire mieux pour l'instant c'est qu'il lui faut trouver les crédits nécessaires au renforcement de l'armée, et ce malgré la crise. Cependant nous ne doutons pas que l'Etat les dégagera, car aujourd'hui le militarisme bourgeois s'affirme de plus en plus ... la bourgeoisie prépare sa solution à

la crise : la guerre impérialiste !

Certaines réactions aux propos des généraux ont contesté la nécessité de l'allocation du service militaire, au nom même de l'efficacité de l'armée, en affirmant - ce qui est juste - que peu de mois sont nécessaires pour le maniement des armes les plus répandues. Mais le rôle du service militaire est aussi de briser les jeunes travailleurs, et plus généralement des classes populaires, qui s'y trouvent; de leur inculquer la discipline aveugle et le respect de la hiérarchie, qu'on exigera d'eux aussi à l'usine ! Les corvées stupides ne sont que l'illustration de ce phénomène. Sans compter aussi le véritable bourrage de crâne qui s'effectue. Il s'agit en fait de masquer aux prolétaires sous l'uniforme les contradictions de l'armée bourgeoise : cette dernière n'est pas au service de "tous", mais bien au service d'une seule classe exploitatrice qui ne pourrait survivre si les exploités ne subissaient pas, justement, une véritable domination idéologique. Que les travailleurs se mettent à défendre leurs propres intérêts de classe, ensemble, et on verra alors la bourgeoisie employer la force, y compris l'armée ... On comprend alors pourquoi la discipline est si importante pour la bourgeoisie, et pourquoi aussi si la composition de l'armée est son talon d'Achille.

Pour avancer le renversement de la bourgeoisie, il faut reprendre les traditions de l'anti-militarisme de classe. Cela signifie aujourd'hui, lutter pour que les soldats s'organisent et défendent leurs revendications concernant la durée du service, les conditions d'encasernement, contre les brimades .. Pour que des liens solides s'établissent entre prolétaires sous l'uniforme et prolétaires en dehors des casernes. Les communistes doivent aussi développer une propagande anti-militariste : NON la classe ouvrière ne doit pas servir de chair à canon dans une 3^e guerre impérialiste ! Non les travailleurs sous l'uniforme ne doivent pas obéir lorsqu'on leur demandera de briser les grèves, d'intervenir contre leurs frères de classe, que ce soit en Belgique ou ailleurs dans le monde !

L'I.C. et la jeunesse

« Le caractère de classe de la société capitaliste est particulièrement marqué dans la situation actuelle de la jeunesse et dans sa position sociale. La jeunesse est divisée en deux camps : la jeunesse de la classe opprimée et la jeunesse de la classe dominante qui n'ont rien de commun, tout comme la classe exploitée n'a rien de commun avec la classe des exploités. [...] Un signe caractéristique de la situation insupportable où se trouve la jeunesse ouvrière dans la société capitaliste, c'est l'utilisation que l'on fait de la jeunesse contre les travailleurs adultes auxquels elle est liée par sa situation de classe par la communauté de misère et de sang. [...] Les efforts de la bourgeoisie pour affaiblir intellectuellement la jeunesse ouvrière, sont intimement liés avec l'assujettissement économique de cette dernière. L'école bourgeoise donne aux jeunes le peu de connaissances qui leur est nécessaire pour être des esclaves capables et serviles du capitalisme à l'usine, à l'armée et dans la vie politique. » (Projet de programme adopté au 3^e Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes, 1924.)

La situation en Hollande.

La grève formidable des dockers et des remorqueurs de Rotterdam n'a pas manqué de secouer le lourd appareil du syndicat socialiste (FNV). Afin de prévenir toute nouvelle explosion sociale, alors que survenaient l'annonce d'une nouvelle vague de licenciements dans les chantiers navals et une loi prévoyant le blocage total des salaires pour une année, donc une baisse générale du pouvoir d'achat de tous les travailleurs, ce syndicat a décrété toute une série d'actions dont les plus spectaculaires ont été une journée de grève générale et une manifestation monstre à Amsterdam - 60 000 personnes, un record ! -. Ensuite, plus rien, ou presque

Dans le même temps, les travailleurs immigrés "sans papier" font à nouveau parler d'eux, une centaine d'entre eux s'étant réfugiée dans une église, pour demander régularisation. Le Parti Socialiste, qui a voté la loi contrôlant l'immigration, embarrassé, demande maintenant un assouplissement ... Ces travailleurs ont été attaqués par les amicales, exhibant jusqu'à des revolvers, (marocaine, notamment), la police en arrivant sur les lieux a permis aux assaillants de sortir libres !!! Le CPN (PC) a bien sûr crié au scandale ! Il a appelé à riposter "légalement et démocratiquement" à la violence bourgeoise - en quelque sorte, à tendre l'autre joue !

Une réunion de soutien au Front Polisa rio a de même été attaquée. A noter aussi la formidable démonstration des forces de l'ordre venues chasser les squatters des logements vides qu'ils occupaient à Amsterdam, même des tanks ont été utilisés pour déblayer les barricades ! Une manifestation anti-nucléaire a été aussi sauvagement réprimée, et des étudiants expulsés par la police de l'université qu'ils occupaient.

Tous ces événements montrent que la crise du système capitaliste ne manque pas d'avoir aussi de sérieuses répercussions aux Pays bas et que là, comme ailleurs, la bourgeoisie cherche à renforcer son appareil de répression et doit commencer à faire face à une dégradation des rapports sociaux, jusque là bien plus "harmonieux".

BIEN CREUSE VIEILLE TAUPE !
QUE LA CLASSE OUVRIERE REVELE TOUTE
SA FORCE !

Notes syndicales: Gazelco : non à la clause scélérate!

Dans le secteur électrique, notamment les centrales nucléaires, patronat, gouvernement et organisations syndicales ont mis sur pieds une convention régissant le travail, le droit syndical en temps de paix et en temps de guerre, bien sûr. Dans ce secteur on ne peut se permettre des "bavures"!

Cette convention interdit toutes les occupations, baisses de tension... ce qui signifie interdire toute grève véritable, efficace dans une centrale.

Les grévistes de Tihange ont fait les frais de cet accord patronat-gouvernement-syndicats. La FGTB en est la première responsable.

Les travailleurs grévistes de Tihange ont subi une défaite importante : outre que leurs revendications premières (baisse de l'âge de la pension..) n'ont pas été satisfaites, que les sanctions sur trois de leurs camarades courent toujours, ils ont en plus été contraints d'avaliser l'accord sur les conditions de lutte dans tout le secteur Gazelco, poussés par les dirigeants syndicaux socialistes et Yerna en tête.

Que cette défaite serve ! Le meilleur moyen étant d'en tirer complètement les leçons. La FGTB, courroie de transmission du PS au gouvernement, a livré les travailleurs pieds et poings liés au patronat, mieux, elle a utilisé la démocratie, la concertation, pour la retourner contre les travailleurs. Faisant miroiter la levée des inculpations sur trois travailleurs, un accord en décembre prochain sur le cahier des revendications, elle a fait voter la reprise du travail et la signature d'un accord qui, selon ses dires, de toute façon sera revu plus tard. Pour se faire, elle s'est servi comme argument de l'isolement des travailleurs de Tihange.

Mais qu'a fait la FGTB pour propulser une solidarité, alors que les revendications des travailleurs de Tihange pouvaient être reprises par tous les travailleurs du secteur Gazelco?

Elle a fait le silence, entretenu la confusion sur la situation à Doel et dans les autres centrales. Sans information, sans lien direct, avec seulement les informations syndicales pessimistes, les travailleurs ont dû voter.

Loin d'afficher l'optimisme de la LRT sur la solidarité des autres centrales (solidarité qu'au passage nous saluons, mais disons qu'elle doit nécessairement s'organiser et se renforcer, comme préalable à toute victoire), au point de dire que les travailleurs devaient et pouvaient continuer le mouvement forts et unis pour rejeter cet accord; nous, nous disons que si

les travailleurs étaient essouffés pour continuer le mouvement, la reprise ne pouvait et ne devait être conditionnée à la signature de l'accord. Les organisations syndicales l'auraient certes signées, mais seules, montrant par là même que leur seul souci est la défense de l'intérêt national.

Notons que les travailleurs de la centrale de Doel ont, eux, rejeté l'accord au moment même où venant de se mettre en grève de solidarité ils apprenaient la reprise à Tihange.

QUE TOUS LES TRAVAILLEURS DE GAZELCO
ET DES SERVICES PUBLICS CONSIDERENT CET
ACCORD COMME SCELERAT ET NON AVENU !

"Loco", "Chantier"

La situation économique actuelle ne permet plus à la bourgeoisie et à ses laquais - les partis d'opposition officielle et les organisations syndicales à leurs bottes - d'acheter la paix sociale, et, elle exige même de renforcer l'exploitation : salaires toujours plus maigres pour les uns et chômage pour les autres.

Dans ces conditions, la bourgeoisie et tous les partisans de l'ordre social ont peur de voir se réveiller les exploités, qui nécessairement ne pourront pas toujours supporter le poids des sacrifices sans se révolter.

Des tentatives de réactions ouvrières existent, dans tous les combats que les travailleurs mènent

- pour garder leur emploi
 - pour avoir des conditions de chômage décentes
 - pour une augmentation de salaire et une réduction du temps de travail ...
- pourtant elles se heurtent à une foule d'obstacles.

d'abord, c'est l'obstacle de l'isolement dans lequel se trouve les travailleurs : catégories, usines, régions, nationalités, âge .. C'est aussi l'absence d'une véritable organisation pour mener à bien les luttes ouvrières, une organisation qui ne prenne en compte que les intérêts des ouvriers - et non pas ceux de l'entreprise ou du pays comme les organisations syndicales FGTB, CSC - qui tend à organiser une véritable solidarité, créant aussi un large réseau d'informations (les organisations syndicales actuelles organisent un véritable black-out sur toutes les luttes, même sur celles de l'usine ou de la ville où nous sommes!)

Faute d'une organisation véritablement classiste, des éléments ouvriers combattifs se regroupent ici et là. Notre Parti salue l'apparition de groupes de prolétaires qui tentent de surmonter, à partir du terrain des luttes immédiates, la division des rangs ouvriers et d'éviter les écueils de la collaboration de classe, il encourage et appuie leur développement. C'est dans ce sens que nous avons parlé dans ce supplément de l'OHK, du comité de grève du port de Rotterdam. Quel que soit la portée immédiate de ces regroupements, tout en connaissant les énormes difficultés qu'ils rencontrent, leur fragilité, leurs hésitations, l'expérience qu'ils apportent est de la plus grande importance et du plus grand intérêt pour tous les travailleurs. Des leçons qu'on peut en tirer, dépend la possibilité de faire mieux demain et à plus grande échelle. C'est pour cela qu'aujourd'hui, bien qu'ayant peu d'informations, nous parlerons de deux regroupements de travailleurs : Loco et "Chantier".

LOCO

Cette organisation existe maintenant depuis trois ans, elle est composée essentiellement de conducteurs, sortis du front commun syndical CGSP - CCSP, ainsi que quelques non-syndiqués, reprochant aux directions syndicales de "pratiquer la cogestion à la SNCB".

Signalons que dans les chemins de fer en Europe, Loco n'est pas unique; en Italie, en France des mouvements de lutte extra-syndicaux existent déjà et répondent à la pression accrue du Capital sur cette catégorie de personnel.

Car effectivement, si ces dernières années, ce moyen de transport avait été délaissé par les capitalistes préférant utiliser la route pour le transport de marchandises, la crise de l'énergie, entre autre, a aujourd'hui remis en cause les données du problème. Visiblement le transport ferroviaire serait plus avantageux pour les capitalistes mais moyennant une plus grande rentabilité, moyennant donc une importante restructuration.

C'est ce à quoi se livre aujourd'hui la SNCB mais aussi la SNCF en France ...

Quelles sont les conséquences pour les travailleurs ?

- Une augmentation de la charge de travail, des heures: les conducteurs roulent au moins 10 heures par jour et en plus seuls;
- Une baisse de salaire réel;
- Une baisse des effectifs, non remplacement du personnel en maladie ou parti en retraite et bien sûr licenciements (la CSC parle de 6000 emplois supprimés dans le plan de restructuration, dont 625 conducteurs sur les 4000 actuels.).

Contre cette attaque bourgeoise, qu'ont fait les organisations syndicales; qu'a fait Loco ?

Loco a déposé un cahier de revendications pour les conducteurs, demandant aux organisations syndicales de le prendre en compte et d'organiser la lutte des travailleurs

pour le faire aboutir. CGSP et CCSP refusèrent, par contre le SLFP accepta. C'est ainsi que le 29 janvier et le 13 mars 80 % du personnel roulant se mettait en grève pour obtenir :

- 5000 F d'augmentation de salaire
- une augmentation des effectifs
- une amélioration des conditions de travail.

D'après le "Soir" du 14.3.80, d'autres mouvements devraient avoir lieu (blocage du trafic marchandises) étendant l'action à d'autres catégories du personnel.

Ces deux journées d'action ont eu l'effet d'une bombe chez la CGSP et la CCSP. Car, en effet bon nombre de leurs syndiqués firent fi des consignes syndicales, qui étaient de ne pas faire grève (soit en ne se présentant pas au travail, soit en faisant grève). Et aujourd'hui, bien loin de s'atteler à défendre les intérêts des travailleurs, bien loin de préparer une riposte ouvrière contre le projet de restructuration, ces deux organisations préfèrent continuer à diviser les rangs des travailleurs en tirant à boulets rouges sur Loco et les travailleurs qui le suivent.

Pour justifier son refus d'appel à la grève la CGSP (soit FGTE) - dont il faut rappeler que bon nombre de ses dirigeants, Debunne, Tonnaux ... font partie du conseil d'administration de la SNCB - a montré sa nature réformiste et collaborationniste dans toute sa splendeur.

Elle a d'abord rappelé qu'elle était la seule capable de défendre la classe ouvrière et que "grâce à elle" ses conditions de vie et de travail n'avaient fait que s'améliorer en citant :

- la sécurité sociale
- la réduction du temps de travail
- l'accroissement des congès

....

enfin toutes les miettes du gâteau capitaliste que le patronat a pu accorder aux travailleurs grâce à l'exploitation forcée durant la période de prospérité.

Mais, messieurs de la FGTE, n'est ce pas tous ces "avantages", que d'ailleurs les travailleurs ont dû arracher au prix de la lutte, ou que le patronat a concédé par peur de la lutte, qu'aujourd'hui en temps de crise la bourgeoisie remet en cause, montrant par là qu'il n'y a pas d'"acquis".

La FGTE a ensuite essayé de démontrer (vu l'importance de la grève, elle n'a pas réussi à convaincre ses adhérents), dans "Tribune des cheminots" de Fin Janvier 80, qu'elle avait su outre faire baisser le temps de travail des conducteurs mais même su faire augmenter les effectifs et que le seul problème qui subsistait, était de faire appliquer ces conventions par la direction (comme quoi les discussions autour du tapis vert restent stériles, et que seule la force, la lutte des travailleurs, peut faire respecter ... les "concessions obtenues").

Pour les citer :

" ... La question très importante de l'application de l'article 71 bis du fascicule 541.

"Les conducteurs se souviendront que les

"cas de force majeure" invocables par la société étaient tellement nombreux qu'ils permettaient en fait de considérer que, chaque jour, le conducteur était bon pour 10 heures.

"L'insertion du paragraphe 71 bis interdit radicalement cette pratique.

"L'inscrire était une chose, l'appliquer en est une autre, tellement cette modification appelait un changement des habitudes.

"Comme l'application de cette disposition reste néanmoins fort imparfaite, nous avons le 21.12.79, exigé : un nouveau rappel du paragraphe ... La discussion régionale des cas de dépassement des prestations".

Non les travailleurs ne peuvent se laisser bernier, la direction de la CGSP préfère négocier, discuter; laissons la chercher un savant compromis.

Mais, nous, travailleurs, savons qu'il n'y a pas de collaboration possible avec la bourgeoisie. Seule la défense de NOS PROPRES INTERETS est nécessaire, et elle ne peut se faire que par la LUTTE contre les attaques de la direction.

La politique de la direction FGTEB a de plus en plus de mal à s'imposer à la base: des gardes et des chefs gardes ont démissionné du syndicat face à ce qu'ils considéraient comme une trahison.

Quant au syndicat chrétien : belle querelle de boutique que ces dirigeants nous offrent alors qu'il s'agit des conditions de vie et de travail des cheminots. Leur mot d'ordre : Conducteurs n'acceptez pas d'être les "pantins" de la SLFP (Loco on n'en parle pas !) qui "saute dans les charrettes dans le seul but d'obtenir la reconnaissance dans les instances paritaires de la SNCB" (Tract diffusé à l'occasion du mot d'ordre de grève lancé par le SLFP et Loco). Dans ce même tract il dévoile bien sa nature réformiste, rejetant la lutte de classe : ce n'est pas le moment de lutter nous négocions ...!

Face aux attaques de la direction, de l'Etat, Loco a organisé la colère des travailleurs sur des revendications répondant qu'aux intérêts des travailleurs, sans concession à l'économie bourgeoise. Que le syndicat libéral ait enfourché ce cheval de bataille pour des raisons de représentativité dans les instances paritaires, peut être, mais l'important dans ces mouvements est que les travailleurs aient su passer outre la concurrence entre boutiques syndicales pour défendre leurs intérêts propres.

Espérons que Loco saura contrer l'illusion que le syndicat libéral aura pu susciter quant à sa "combattivité".

Espérons que Loco saura aussi étendre le mouvement à toutes les catégories de la SNCB qui, elles aussi, seront touchées par la restructuration, et tisser des liens avec des travailleurs combattifs d'autres secteurs, d'autres entreprises.

Pour que face au front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme, se forge dans la

LUTTE, LE FRONT UNI PROLETARIEN !

"CHANTIER"

Autre regroupement de travailleurs combattifs mais dans le bâtiment. Ce groupe travaille autour d'un "bulletin d'action et d'information des travailleurs du bâtiment". Il mène "un travail de longue haleine", appelle tous les travailleurs du bâtiment à le rejoindre : "Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes"; pour : "- informer les travailleurs du bâtiment, - pour défendre nos droits acquis ensemble et unis - pour lutter contre tous ceux qui nous emploient ..." ("Chantier" N°1)

Il reproche aux bureaucraties syndicales d'avoir "fait de nos syndicats soit : - un simple service social plus qu'une organisation de luttes ouvrières : Le paiement du chômage et autres primes, cette sous-traitance pour l'Etat, semble plus vous préoccuper que le lutte contre le chômage. On licencie à tour de bras dans notre région. Que faites vous? Rien ! sinon que vérifier les conditions "légalés" à respecter. Et encore, souvent, c'est avec le zèle d'un fonctionnaire stimulé par de longues années "trépidantes" passées derrière un bureau, soit :

- un organisme de concertation, voire de collaboration avec l'Etat et le patronat : La signature de conventions collectives remplace toute lutte revendicative par une "paix sociale"....

"Et ne criez pas que si le syndicat, dans le bâtiment, n'est pas combattif, ce n'est pas de votre faute, mais de celle des travailleurs qui se démobilisent... nous répondrons "vous faites tout pour les détourner de l'organisation" ! : FAS DE DEMOCRATIE: nous avons le triste privilège de ne pas avoir d'élections sociales dans la construction ! Tous "nos" délégués sont désignés par vous et vous seuls ! Et ce tant à la FGTEB, qu'à la CSC."

... "Et qu'on ne nous dise pas être anti-syndicalistes. Nous voulons au contraire de VRAIS syndicats, qui vivent de par les travailleurs, de par leurs volontés et de par leurs luttes, sans bureaucratie, paperasserie, et Cie., des "syndicats" dans tout le sens du terme !" Voir lettre ouverte du 28.1.80 du groupe "Chantier" aux organisations syndicales ("Chantier" N°3).

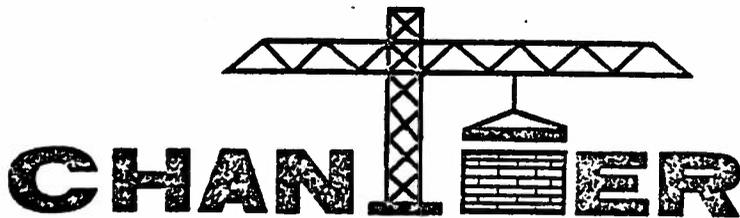
Contre ce groupe, non plus, les réactions syndicales ne se sont pas faites attendre. Les secrétaires des régionales CSC et FGTEB ont porté plainte à la police parce que ce groupe s'était "permis" de coller des affiches ("Exigeons le respect de nos droits dans la construction!") sur leurs façades. Intimidations, chantage, isolement des travailleurs combattifs, voilà ce à quoi se livrent les bonzes syndicaux !! Bien que nous ne soyons pas tout à fait d'accord avec ce groupe sur l'appréciation du travail dans les organisations syndicales. Pour "Chantier", il s'agit en effet de "pous-

ser les délégués à se battre vraiment pour nous et avec nous" ... "Poussons les aussi à organiser une fois par mois des assemblées où chacun pourra parler des problèmes du chantier et où ensemble nous réfléchirons pour mieux agir"...

Nous saluons le combat de ce groupe de travailleurs mais pour nous il ne peut s'agir simplement de pousser les délégués, les directions syndicales à organiser les luttes .. parce que, certes ils peuvent organiser des luttes, déclencher des grèves .. mais leur orientation générale aidant, ils mèneront fatalement cette lutte sur des objectifs étrangers aux intérêts de la classe ouvrière.

On ne pousse pas les directions à servir les travailleurs. On doit combattre leurs objectifs et leurs méthodes et arracher la masse des travailleurs à leur influence désastreuse, pour que la classe puisse se défendre aujourd'hui et attaquer demain. Les travailleurs qui comprennent cette exigence ne doivent pas se contenter de réclamer dans les syndicats le respect des statuts et d'une "démocratie syndicale" que les bonzes ont su parfaitement adapter à leurs besoins de collaboration des classes. Ils doivent combattre pied à pied les directions réformistes, sans se couper des travailleurs dégoutés qui quittent les syndicats.

Travailleurs du bâtiment :
Prenez contact avec "Chantier"



GRUPE D'ACTION ET D'INFORMATION DES TRAVAILLEURS DU BATIMENT

SECTION DE MOUSCRON
5, rue du Télégraphe - 7700 Mouscron

SECTION DU SUD-LUXEMBOURG
40, avenue Albert-1^{er} - 6760 Virton

SECTION DE BRUXELLES
4, rue Pieter - 1190 Bruxelles

SECTION DE CHARLEROI
Boite Postale 30 - 6070 Châteleineau

Lisez le bulletin "Chantier".

Travailleurs des autres secteurs, apportez votre solidarité, pour ensemble, préparer les luttes de demain contre l'offensive capitaliste.

La force de la classe ouvrière réside dans l'union de ses rangs, dans les liens entre les différentes luttes où tous les travailleurs comprennent qu'ils ont des intérêts communs, et mènent une seule et même lutte de classe contre la bourgeoisie.

Les éléments combattifs doivent se regrouper, quelle que soit la forme de l'organisme, pour travailler à préparer hors de l'influence réformiste les luttes à venir. Mais il faut le faire sur une large base,

qui revendique clairement les objectifs et les méthodes de classe mais exclut tout préalable programmatique, sous peine de ne pas dépasser l'horizon étroit d'une nouvelle chapelle politique.

Il faut que se regroupent et apprennent à travailler ensemble tous les travailleurs conscients de la nécessité d'opposer au front uni de la bourgeoisie et des réformistes, UN VERITABLE FRONT PROLETARIEN DE LUTTE !

il programma comunista
programme communiste

le prolétaire

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM

Proletarier

EL PROGRAMA COMUNISTA

El Comunista

EL PROLETARIO

COMMUNIST PROGRAM

AUX EDITIONS - PROGRAMME COMMUNISTE -

EN LANGUE FRANÇAISE	
• La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages ...	4,00 F
• Revue « Programme Communiste » :	
N° 1 à 48	épouissé
N° 47, 50, 53, 55, 57, 59, 61, 62, 63	4,00 F
N° doublés : 43-44, 49-50, 51-52, 55	7,00 F
N° 53, 71, 72, 73	10,00 F
N° 58, 60, 62, 63	5,00 F
N° 64, 65	5,00 F
N° 66, 67, 68, 74, 75, 76, 77	5,00 F
• Journal « Le Prolétaire » - Collections reliées :	
Volumes 1 à 4	en reliure
Volume 5 du n° 211 au n° 237 (années 1976-77)	40,00 F
• Série : « Les textes du Parti Communiste International » :	
1. Communisme et fascisme, 158 pages	5,00 F
2. Partit et classe, 112 pages	5,00 F
3. Situation d'orientation marxiste - Les trois phases clés : le capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 55 pages	en réimpression
4. La « Menace infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La menace infantile du communisme » 100 pages	7,00 F
5. Parties, renégats, dictature dans la lutte de classes, 60 pages	4,00 F
7. Défense de la centralité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduites les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours	en réimpression
EN LANGUE ITALIENNE	
• Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919: dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediata epopea, 423 pages	30,00 F
• Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920: dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages	48,00 F
• Struttura comunista e società della Russia d'oggi, 123 pages	48,00 F
• Série : « I testi del partito comunista internazionale » :	
1. Trotskismo d'impugnazione - I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages	7,00 F
2. In difesa della centralità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduites les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours	12,00 F
3. Situazione dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e costruzione umana, 123 pages	12,00 F
4. Partito e classe, 137 pages	12,00 F
5. « L'impugnazione marxista infantile del comunismo » condanna del futuro rinnegato, 123 pages	12,00 F
6. Per l'organico internazionale del partito comunista, 158 pages	18,00 F
EN LANGUE ALLEMANDE	
• Die Frage der revolutionären Partei, 36 pages	4,00 F
• Revolution und Kontinuität in Russland, 36 pages	5,00 F
• Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 6 pages	5,00 F
• Die Grundfragen des revolutionären Kommunismus, 18 pages	4,00 F
• Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen?, 32 pages	10,00 F
• Gewalt und Diktatur im Klassenkampf, 74 pages	8,00 F
EN LANGUE ANGLAISE	
• Série : The Tasks of the International Communist Party :	
1. The Fundamentals of Revolutionary Communism	4,00 F
2. Party and Class	5,00 F
EN LANGUE ESPAGNOLE	
• Série : Los textos del partido comunista internacional :	
1. Los fundamentos del comunismo revolucionario	4,00 F
2. Fuerza y violencia dictatorial en la lucha de clases	4,00 F
3. Partido y clase	8,00 F
EN LANGUE PORTUGAISE	
• As lutas de classe em Portugal de 23 de Abril à 25 de Novembro	1,00 F
• Série : Os textos de partido comunista internacional :	
1. Tarefas fundamentais do partido: base de adesão	2,00 F
2. Luta de contra-revolução	2,00 F
3. Os fundamentos do comunismo revolucionário	5,00 F

POUR TOUTE CORRESPONDANCE :
J. A. B. P. 199
1060 - BRUXELLES 6

VIENT DE PARAITRE AUX EDITIONS
" P R O M E T H E E "

Pour la commande, écrire à
l'éditeur : 159 rue du Faubourg
St Antoine 75011 PARIS
(De même pour " FACTEURS DE RACE
ET DE NATION ", d'Anadéo BORDIGA)

ISBN 2-903210-02-0

« L'idée fondamentale de ce livre est la suivante: l'histoire n'a trouvé jusqu'ici d'autres moyens de faire avancer l'humanité qu'en opposant toujours à la violence conservatrice des classes condamnées la violence révolutionnaire de la classe progressive ».

Trotsky

Prométhée

Terrorisme et communisme

Léon Trotsky

« Sur le fil du temps »

Léon Trotsky

Terrorisme
et communisme

Prométhée

de proletariër

INTERNATIONALE KOMMUNISTISCHE PARTIJ

SUPPLEMENT VOOR
BELGIE EN NEDERLAND N° 10
BIJ DE "PROLETAIRE"

20fb/1,35 fl

MEI 1980

Inhoud :

In het nederlands :

**Proletarische diktatuur en klassepartij(1951).
De situatie in Nederland.**

In het frans :

De eerste Mei.

Politieke crisis in België.

**Bezuinigingsmaatregelen voor de
buitenlandse studenten.**

De situatie in Nederland.

**Politieke notities: Welke perspectieven voor de
proletarische jongeren? Weg met het
militarisme van de bourgeoisie.**

Vakbonds notities :

"Loco", "Chantier" .

Gazelco: tegen de smerige klausule!

WAARDEN ONZE PARTIJ ZICH ONDSCHIEDT: Het opheffen van de lijn die loopt van Marx naar Lenin, tot de oprichting van de Kommunistische Internationale en van de Kommunistische Partij van Italië (in Livorno, 1921); de strijd van de Kommunistische Linkerzijde tegen de degeneratie van de Internationale, tegen de theorie van het "socialisme in een enkel land" en tegen de stalinistische kontrarevolutie; het afwijzen van de Volksfronten en van de blokken in het Verzet; de moeilijke taak van het herstel van de revolutionaire doctrine en organisatie in verbinding met de arbeidersklasse, tegen de persoonlijke en elektoralistische politiek.

Proletarische diktatuur en klassepartij(1951).

1

Alle klassestrijd is politieke strijd (Marx)

De strijd die zich beperkt tot het verkrijgen van een andere verdeling van de economische verdiensten is nog niet een politieke strijd, want zij is niet gericht tegen de sociale structuur van de produktieverhoudingen.

De omverwerping van de produktieverhoudingen die eigen zijn aan een gegeven sociaal tijdperk en de vervanging van de heerschappij van een bepaalde klasse, zijn het eindpunt van een verlengde politieke strijd die vaak hoogte- en dieptepunten kent. De kernvraag van deze strijd dat is de kwestie van de Staat, het probleem: "Wie heeft de macht?" (Lenin).

De strijd van het moderne proletariaat manifesteert en veralgemeniseert zich pas als een politieke strijd met het vormen van en de activiteit van de *klassepartij*. Het specifieke kenmerk van deze partij is gelegen in de volgende stelling: het feit dat de ontwikkeling van het industriële kapitalistische systeem en van de burgerlijke macht die voortgekomen is uit de liberale en democratische revoluties is voltooid, dat sluit historisch gezien geenszins de tegenstelling tussen de klassebelangen en zijn ontwikkeling tot burgeroorlog tot gewapende strijd uit, maar bereidt die voor en verscherpt die steeds meer.

2

De kommunistische partij definieert zich doordat zij dit voorziet en door dit programma. Zolang de bourgeoisie de macht behoudt vervult de partij de volgende taken:

a) zij werkt de theorie van de sociale ontwikkeling uit, de theorie van de economische wetten die het huidige systeem van de produktieverhoudingen karakteriseren, van de klassekonflikten die door die produktieverhoudingen opgewekt worden, en tenslotte de theorie over de Staat en de revolutie; zij werkt die theorie uit en verspreidt die.

b) zij verzekert de eenheid en de historische volharding van de proletarische organisatie. De *eenheid* bestaat niet in het materiële hergroeperen van lagen van arbeiders en halfarbeiders die door het feit zelf van de door de uitbuitende klasse uitgeoefende heerschappij de invloed van afwijkende politieke leidingen en van afwijkende methoden van aktie ondergaan, maar die bestaat uit de nauwe internationale verbinding van de voorhoedes die geheel gericht zijn op de integrale revolutionaire lijn. De *volharding* is het voortdurende opheffen van de ononderbroken dialektische lijn, die de posities van kritiek en van strijd, verdedigd door de beweging in de opeenvolging van de verschillende situaties, onderling met elkaar verbindt.

c) zij bereidt lang van te voren de mobilisatie en het offensief van de klasse voor, door op geeignige manier elke mogelijkheid van propaganda, van agitatie en van aktie te gebruiken in elke bijzondere

strijd die veroorzaakt is door de onmiddellijke belangen. Deze aktie kulmineert in de organisatie van een illegaal en opstands-apparaat ten behoeve van de verovering van de macht.

Wanneer de algemene voorwaarden en de graad van organisatorische, politieke en tactische stevigheid van de klassepartij erin slagen de algemene strijd om de macht te breken en te ontketenen, voert de partij die de arbeidersklasse in de sociale oorlog naar de overwinning heeft geleid haar op gelijke manier aan in de fundamentele taak die erin bestaat de organen van de gewapende verdediging en van de algemene administratie, waaruit de kapitalistische Staat bestaat te breken en te vernietigen, evenals het stelsel van organen, welke zij ook zijn, die pretenderen meningen of korporatieve belangen te vertegenwoordigen door middel van vergaderingen van afgevaardigden. Of zij nu valselyk pretendeert de meerderheid van de burgers te vertegenwoordigen, tot welke klasse zij ook behoren, of dat het nu de min of meer toegegeven diktatuur is van een overheidsapparaat dat pretendeert een nationale, raciale of sociaal-volkse opdracht te hebben, de burgerlijke klassestaat moet in alle gevallen vernietigd worden; als dit niet gebeurt, dan is het de revolutie die verpletterd is.

3

In de historische fase die volgt op de ontmanteling van het apparaat van de kapitalistische overheersing blijft de taak van de politieke arbeiderspartij eveneens fundamenteel aangezien de klassestrijd, op dialektische manier omgedraaid, voortduurt.

De kommunistische theorie over de Staat en over de revolutie wordt voor alles gekarakteriseerd door het feit dat zij iedere mogelijkheid uitsluit het wetgevende en uitvoerende mechanisme van de burgerlijke Staat aan te passen aan de socialistische omvorming van de economie (het sociaal-democratische standpunt). Maar zij sluit gelijkelyk uit dat men in een korte hevige krisis de verwoesting van de Staat en de omvorming van de traditionele economische verhoudingen, die deze Staat tot aan het laatste moment had verdedigd, zou kunnen doen samenvallen (het anarchistische standpunt). Zij erkent evenmin dat het proces van de oprichting van de nieuwe produktieve organisatie overgelaten zou kunnen worden aan de spontane en versnipperde aktie van de producenten, gegroepeerd per bedrijf of per beroep (het syndikalistische standpunt).

Elke sociale klasse waarvan de macht omvergoorpen is, zelfs indien dat gebeurde door de terreur, blijft lange tijd doorleven in de weefsels van het sociale organisme, en zij zoekt, verre van haar hoop op wraak te laten vallen, zich politiek te reorganiseren en haar overheersing op geweldadige of verholde manier te herstellen. Zij heeft opgehouden de overheersende klasse te zijn om overwonnen en gedomineerde klasse te worden, maar zij is daarom niet onmiddellyk als zodanig verdwenen.

Met de kommunistische organisatie zal het proletariaat op zijn beurt als klasse verdwijnen tegelijk met al de andere klassen, maar in het eerste stadium van het ne-kapitalistische tijdperk *organiseert het zichzelf als overheersende klasse* (Kommunistisch Manifest). Op de oude verwoeste burgerlijke Staat volgt de nieuwe proletarische Staat, de diktatuur van het proletariaat.

Om het kapitalistische systeem voorbij te streven was de eerste voorwaarde de omverwerping van de burgerlijke macht en de vernietiging van haar Staat. De voorwaarde om grondig en radikaal de maatschappij om te vormen is het scheppen van een nieuw proletarisch Staatsapparaat, dat net als elke andere historische Staat in staat is gebruik te maken van het geweld en van de dwang.

Het bestaan van dit apparaat is niet kenmerkend voor de kommunistische maatschappij, maar voor de fase van de opbouw daarvan. Wanneer deze voltooid is, is er geen sprake meer van klassen noch van klassenoverheersing. Maar het orgaan van de klassenoverheersing is de Staat en de Staat kan niets anders zijn. Daarom zal de door de kommunisten voorgestane proletarische Staat (zonder dat deze eis ook maar enige waarde van een mystiek geloof heeft, van een *absoluut iets*, van een *ideaal*) een dialectisch instrument zijn, een klassewapen dat zichzelf in toenemende mate zal oplossen (Engels) juist via de realisatie van zijn functies naarmate de sociale organisatie zich zal omvormen, in de loop van een lang proces, van sociaal systeem dat dwang uitloft op de mensen (wat zij altijd is geweest sinds de prehistorie) tot een eenheids- en wetenschappelijk opgebouwd netwerk van beheer over de dingen en over de natuurlijke krachten.

4

De rol van de Staat ten aanzien van de sociale klassen en de kollektieve organisaties na de overwinning van het proletariaat, vertoont talrijke en fundamentele verschillen met wat die rol was in de geschiedenis van de uit de burgerlijke revolutie voortgekomen regles.

a) Vóór de finale strijd en de uiteindelijke overwinning presenteerde de burgerlijke revolutionaire ideologie haar toekomstige postfeodale Staat niet als een klassestaat maar als de *volksstaat* gegrondvest op de afschaffing van elke ongelijkheid voor de wet, wat voldoende zou zijn, als men haar moest geloven, om de vrijheid en de gelijkheid van alle leden van de maatschappij te waarborgen.

De proletarische theorie verklaart openlijk dat haar toekomstige Staat een klassestaat zal zijn, dat wil zeggen een instrument in de handen van één enkele klasse zolang de klassen zullen blijven voortbestaan. In principe zowel als feitelijk zullen de andere klassen uitgesloten zijn van de Staat, "buiten de wet" gesteld. Eenmaal aan de macht gekomen zal de arbeidersklasse deze macht "met geen enkele andere persoon delen" (Lenin).

b) Na de politieke overwinning van de bourgeoisie en volgens de aanhoudende traditionele ideologische campagne verklaart men in de verschillende andere plechtig konstitutionele of principeverklaringen als basis en fundament van de Staat, welke verklaringen beschouwd werden als onveranderlijk in de tijd, als de definitieve uitdrukking van de eindelijk ontdekte immanente regels van het sociale leven. Sindsdien zou heel het spel van de politieke krachten zich moeten afspelen binnen de onver-

schrijfbare grenzen van deze statuten.

In de strijd tegen het huidige regiem wordt de toekomstige proletarische Staat geenszins voorgesteld als de vaste en stabiele realisatie van een geheel van regels van de sociale verhoudingen afgeleid van een ideaal onderzoek over de natuur van de mens en van de samenleving. In de loop van haar bestaan zal de arbeidersstaat onophoudelijk evolueren tot aan haar uiteindelijke ontbinding: de aard van de sociale organisatie, van de associatie tussen mensen zal tegelijk met de modificaties van de techniek en van de produktiekrachten radikaal veranderen, en de aard van de mens zal zich even grondig wijzigen door zich steeds meer te verwijderen van de werkezel en slaaf die hij was. Het is een absurditeit te denken dat de kommunistische revolutie een gekodificeerde en permanente konstitutie zal uitroepen: een dergelijke eis kan niet voorkomen in het kommunistisch program. Technisch bezien zal het handig zijn geschreven regels aan te nemen die evenwel niets onaantastbaars zullen hebben, maar die een "instrumentaal" en voorbijgaand karakter zullen bewaren, terwijl de flauwigheden over de sociale ethiek en het natuurrecht terzijde gelaten worden.

c) Na het feodale machtsapparaat te hebben veroverd en zelfs te hebben gebroken, aarzelde de overwinnende kapitalistische klasse niet de macht van de Staat te gebruiken om de kontrarevolutionaire en restauratiepogingen te onderdrukken. Evenwel, zelfs de meest resoluut-terroristische maatregelen werden niet openlijk gerechtvaardigd door de noodzakelijkheid van de strijd tegen de klassevijanden van het kapitalisme. Zij werden gepresenteerd als maatregelen gericht tegen de *verraders* van het volk, de natie, het vaderland, de burgermaatschappij, allemaal concepten die in werkelijkheid naar de Staat zelf verwezen en zelfs heel eenvoudig naar de regering en de partij die aan de macht was.

Door zich te bedienen van zijn Staat "om het onvermijdelijke en desperate verzet van de bourgeoisie te verpletteren" (Lenin), zal het overwinnende proletariaat de vroegere meesters en hun laatste aanhangers treffen elke keer wanneer zij, logischerwijs hun klassebelangen verdedigend, zich zullen opstellen tegen de maatregelen die bedoeld zijn om het economisch privilege uit te roeien. Deze elementen binnen de maatschappij zullen buiten het apparaat van de revolutionaire macht in een passieve positie gehouden worden: elke keer dat zij zullen proberen uit deze opgelegde passiviteit los te komen zal de materiële kracht hen doen buigen. Zij zullen aan geen enkel "sociaal kontrakt" deelhebben, zullen geen enkele "legale of patriottische taak" hebben. Echte krijgsgevangenen uit de sociale oorlog (precies zoals overigens de voormalige aristocraten en de leden van de geestelijke macht dat waren voor de jacobijnse bourgeoisie) zullen zij niets te *verraden* hebben, want men zal van hen geen enkele belachelijke eed van trouw hebben gevraagd.

d) Het historische klatergoud van de volksvergaderingen en van de democratische konventies zou niet het feit kunnen verhullen dat vanaf haar geboorte de bourgeois Staat gewapende korpsen en een politie oprichtte voor de interne en externe strijd tegen de krachten van het oude regiem, en dat zij zich haastte de galg te vervangen door de guillotine. Dit uitvoerend apparaat was er mee belast de legale macht te beheren zowel op het algemene historische vlak als tegen de afzonderlijke vergrijpen tegen de regels van toekenning en van uitwisseling die eigen zijn aan de economie gegrondvest op het privé-eigendom. Het is dus geheel natuurlijk dat zij opgetreden is tegen de eerste proletarische bewegingen die, al was het maar instinctief, de burgerlijke produktievormen bedreigden. De indrukwekkende realiteit van het nieuwe maatschap-

pelijke dualisme werd verborgen door het spel van het "wetgevende" apparaat, dat pretendeerde de deelname van alle burgers en alle partijmeningen aan de Staat en aan haar leiding te waarborgen onder perfecte omstandigheden van evenwicht en van sociale vrede.

Als openlijke klassediktatuur zal de proletarische Staat geen scheiding vertonen tussen de twee stadia van de macht, de wetgevende en de uitvoerende, die bijeengebracht zullen zijn in dezelfde organen. Het onderscheid tussen wetgevend en uitvoerend is in feite eigen aan het regiem dat de diktatuur van een enkele klasse verheimelijkt en beschermt onder uiterlijke structuren die voortkomen uit meerdere klassen en uit *meerdere partijen*. "De Commune was geen parlementair lichaam maar een werkorgaan." (Marx).

e) In perfecte samenhang met een individualistische ideologie die door de theoretische fictie zonder onderscheid wordt uitgebreid tot alle burgers en die de geestelijke weerspiegeling is van een werkelijke economie die gegrondvest is op het monopolie van het partikuliere eigendom van een klasse, wilde de burgerlijke Staat in haar klassieke vorm niet andere intermediaire organen tussen het geïsoleerde individu en het centrum van de legale Staatsmacht erkennen dan de constitutionele gekozen vergaderingen. Zij tolereerde de politieke klups en partijen, noodzakelijk gedurende de fase van de opstand, op grond van de demagogische bevestiging van de vrijheid van gedachte, en als eenvoudige konfessionele groepen en elektorale agentschappen. In een tweede fase dwong de realiteit van de klasserepressie de Staat ertoe de associaties van economische belangen te tolereren, de arbeidersvakbonden, die zij wantrouwe als een "Staat binnen de Staat". Uiteindelijk adopteerden de kapitalisten de vormen van de vakbondssolidariteit ten behoeve van hun eigen klassedoelen, terwijl de bourgeoisstaat voor de rest de arbeidersvakbonden probeerde te absorberen en te steriliseren door middel van het voorwendsel van *wettelijke erkenning*, ze aldus berovend van elke autonomie om te verhinderen dat de revolutionaire partij er de leiding van zou nemen.

De vakbonden van arbeiders zullen in de proletarische Staat blijven bestaan in de mate waarin ondernemers zullen blijven bestaan of tenminste onpersoonlijke ondernemingen waarvan de arbeiders loontrekkers zullen blijven, betaald in geld. Hun functie zal zijn het levensniveau van de arbeidersklasse te beschermen, hun aktie is daarin parallel aan die van de partij en van de Staat. De vakbonden van niet-werkende categorieën zullen verboden zijn. In feite zou de behandeling van de arbeider, op het gebied van de verdeling van de inkomsten tussen arbeidersklasse en niet-proletarische of halfproletarische klassen bedreigd kunnen worden door nog andere overwegingen dan de hogere belangen van de algemene revolutionaire strijd tegen het internationale kapitalisme. Maar deze laatste mogelijkheid, die nog lange tijd zal bestaan, rechtvaardigt de tweederangsrol van de vakbond in relatie tot de kommunistische politieke partij, internationale revolutionaire voorhoede, die een eenheidsgeheel vormt met de partijen die zich nog in de strijd bevinden in de landen die nog kapitalistisch zijn, de politieke kommunistische partij die als zodanig de leiding van de arbeidersstaat heeft.

De proletarische Staat kan slechts door een enkele

le partij bezield worden, en het zou geen enkele zijn hebben die boven de konkrete konjunktuur uit zou komen, te eisen dat deze partij een statistische meerderheid zou inkadren, of gesteund zou worden door zo een meerderheid in de "volksraadplegingen", de oude burgerlijke valstrik. Tot de historische mogelijkheden moet men rekenen het bestaan van politieke partijen die in schijn samengesteld zijn uit proletariërs, maar die de invloed van de kontrarevolutionaire tradities of van exterieure kapitalismen ondergaan. Deze kontradiktie, de gevaarlijkste van alle, kan niet opgelost worden door het toekennen van "formele rechten", noch door raadplegingen in het kader van een abstrakte "demokratie binnen de klasse". Als dit gevaar zich voordoet zal ook daar nog sprake zijn van een crisis die geliquideerd moet worden op het terrein van de krachtsverhouding. Er bestaat geen statistisch systeem dat in staat is de goede revolutionaire oplossing te garanderen. Deze hangt uitsluitend af van de graad van stevigheid en van helderheid van de kommunistische revolutionaire beweging in de wereld. Een eeuw geleden in het Westen en een vijftigtal jaren geleden in het tsaristische rijk hadden de marxisten gelijk, tegen de naïeve demokraten in, te stellen dat de kapitalisten en de eigenaars de minderheid vormen en dat dus het enig waarlijk regiem van de meerderheid dat van de arbeiders is. Als het woord democratie betekent: macht van het grootste aantal, zouden de demokraten zich aan onze klassekant moeten plaatsen. Maar zowel in de letterlijke zin ("macht van het volk") als in het smerige gebruik dat men er meer en meer van maakt, betekent het woord democratie "macht behorend aan niet één klasse, maar aan alle klassen". Het is om deze historische redenen dat wij, met Lenin de "burgerlijke democratie" en de "demokratie in het algemeen" verwerpend, eveneens politiek en theoretisch deze tegenstrijdigheid in de termen: "klasse-demokratie" of "arbeidersdemokratie" moeten uitsluiten.

De diktatuur voorgestaan door het marxisme is noodzakelijk in de mate zelf waarin die diktatuur niet unaniem aanvaard kan worden, en die diktatuur zou niet de naïviteit kunnen begaan afstand te doen van de macht door gebrek aan een meerderheidsoverwinning van de stemmen. Zij zal des te minder het risico lopen verward te worden met een diktatuur van enkele mensen en groepen die de controle over de regering zouden hebben gegrepen en die zich in de plaats zouden hebben gesteld van de arbeidersklasse, naarmate zij openlijker deze waarheid proklameert. Voor de revolutie is de diktatuur nodig, omdat het belachelijk zou zijn de revolutie ondergeschikt te maken aan 100% of aan 51% van de meningen. Daar waar men dergelijke cijfers ten toon spreidt, daar is de revolutie verraden.

Ter konklusie: de kommunistische partij zal alleen regeren, en zal nooit de macht uit handen geven zonder een materiële strijd. Deze moedige bevestiging van de wil om niet te wijken voor het bedrog van de cijfers en om er geen gebruik van te maken zal helpen te strijden tegen de degeneratie van de revolutie.

In het hogere stadium van het kommunisme, dat noch produktie van handelswaar noch geld noch naties zal kennen, en dat trouwens de dood van de Staat te zien zal geven, zullen de vakbonden hun bestaansreden verliezen. Als gevechtsorganisatie zal de partij noodzakelijk zijn zolang er in de wereld resten van het kapitalisme zullen bestaan. Boven-dien, zij zal altijd de taak bewaren van houdster en verkondigster van de sociale doktrine die een algemene visie geeft op de ontwikkeling van de ver-

houdingen tussen de menselijke maatschappij en de materiële natuur.

5

De marxistische opvatting die de parlementaire vergaderingen vervangt door arbeidsorganen leidt ons evenmin naar een "economische democratie" die de Staatsorganen zou aanpassen aan de werkplek, aan de produktieve- of handelseenheden etc., door de nog overgebleven bazen en de economische individualiteiten die nog over een bezit beschikken uit te sluiten van elke vertegenwoordigende functie. De onderdrukking van de baas en van de eigenaar is slechts de helft van het socialisme; de andere helft, en wel de meest expressieve, bestaat in de eliminatie van de *kapitalistische economische anarchie* (Marx). Wanneer de nieuwe socialistische organisatie geboren zal worden en groot zal worden - de revolutionaire partij en Staat staan in deze fase nog op het eerste plan - zal men zich niet beperken tot het treffen van de bazen en hun voormalige opzichters: men zal op geheel originele en nieuwe wijze de sociale taken en lasten tussen de individuen verdelen.

Het netwerk van ondernemingen en diensten zoals dat van het kapitalisme zal zijn georven zal dus niet geplaatst kunnen worden aan de basis van een apparaat van "sovereiniteit", dat wil zeggen van delegatie van macht binnen de Staat en tot aan haar centrale organen. Het is juist de aanwezigheid van de Staat van een eenheidsklasse en van de partij die sterk en kwalitatief unitair en homogeen is, die het maximum aan gunstige voorwaarden voor de reorganisatie van de sociale machine zal bieden, door de druk van de beperkte belangen van kleine groepen tot een minimum terug te brengen en door een maximum aan gewicht aan de algemene gegevens te geven en aan de wetenschappelijke bestudering daarvan voor het kollektieve welzijn. De veranderingen in de produktieve machine zullen enorm zijn: men denke alleen al maar aan het programma van omkering van de verhoudingen tussen stad en platteland waarop Marx en Engels zozeer nadruk hebben gelegd en die in totale tegenstelling staat tot de tendens die tegenwoordig in alle bekende landen overheerst.

Het netwerk dat gebaseerd is op de plekken waar gearbeid wordt is dus een onvoldoende formule, die slechts de oude posities van Proudhon en van Lasalle kopiëert die het marxisme sinds lange tijd heeft verworpen en voorbijgestreefd.

6

Het definiëren van de verbindingstypes tussen de basis en de centrale organen van de klassestaat hangt vooral af van de bijdragen van de historische dialektiek en kan niet worden afgeleid van "eeuwige principes" noch van het "natuurrecht" of van een heilige en onschendbare Konstitutie. Elk detail in deze materie zou puur utopisme zijn. Er is geen greintje utopisme bij Marx zegt Engels. Zelfs het idee van de fameuze overdracht van macht van het geïsoleerde individu (de kiezer) door een platonische akte die uitgaat van zijn vrije mening moet overgelaten worden aan de mist van de metafysiek. De mening is in realiteit de weerspiegeling van de materiële omstandigheden en van de sociale vormen, en de macht is een tussenbeidekomst van fysieke kracht.

Het negatieve kenmerk van de arbeidersdiktatuur is duidelijk gesteld: burgers en halfburgers zullen geen politieke rechten meer hebben, men zal hen door

de kracht verhinderen om zich in lichamen van gemeenschappelijke belangen of in groepen van politieke agitatie te Verenigen. Zij zullen nooit openlijk kunnen stemmen, noch wie dan ook kunnen kiezen of afvaardigen naar welke "post" of functie ook. Maar zelfs de verhouding tussen de arbeider, erkend en actief lid van de klasse die aan de macht is, en het Staatsapparaat zal het kunstmatige en bedrieglijke karakter van een *overdracht* van de macht, van een vertegenwoordiging door middel van *een afgevaardigde*, van een verkiezingslijst, van een partij verliezen. Afvaardigen betekent in feite afzien van de mogelijkheid van een directe actie, en de zogenaamde "sovereiniteit" van het democratisch recht betekent slechts er afstand van doen, meestal ten gunste van oplichters.

De leden-arbeiders van de maatschappij zullen zich in lokale en territoriale organismen organiseren, volgens hun domicilie en in bepaalde gevallen overeenkomstig verplaatsingen die hen opgelegd zullen worden door hun deelname aan de produktieve machine in volle transformatie. Het is door hun ononderbroken en continue actie dat de deelname van alle maatschappelijk-actieve elementen aan de raderwerken van het apparaat van de Staat, en dus aan het beheer en aan de uitoefening van de klasse-macht zal zijn verzekerd. Het schema van deze raderwerken maakt voordat de klasseverhouding waaruit zij zullen ontstaan concreet bepaald is geworden, is iets onmogelijks.

7

De Commune vestigde als criteria van het hoogste belang (Marx, Engels, Lenin) dat haar leden en funktionarissen op elk moment terugroepbaar zouden zijn en dat hun loon niet meer zou zijn dan dat van een gemiddelde arbeider. Alle scheiding tussen de producenten aan de periferie en de bureaurokraten in het centrum wordt aldus afgeschaft door middel van systematische wisselingen. De dienst van de Staat zal moeten ophouden een *karrière* en zelfs een *beroep* te zijn. Het is zeker dat in de praktijk deze controles onoverwinnelijke moeilijkheden zullen geven, maar Lenin heeft sinds lang zijn minachting uitgesproken voor de revolutieprojecten *zonder moeilijkheden!* De onvermijdelijke conflicten zullen niet helemaal opgelost worden met reglementen: zij zullen een historisch en politiek probleem vormen, zij zullen een werkelijke krachtsverhouding weergeven. De bolsjewistische revolutie heeft niet stil gehouden bij de konstituerende Vergadering, maar heeft die ontbonden. De arbeiders-, boeren- en soldatenraden waren geboren. Deze Staatsorganen van een oorspronkelijk type, opgekomen in het vuur van de sociale oorlog (en reeds aanwezig in de revolutie van 1905) breidden zich uit van het dorp over het gehele land door een opeenvolging van steeds grotere territoriale eenheden; de vorming hiervan beantwoordde aan geen enkel van de vooroordelen over "de mensenrechten" en de "universele, vrije, directe en geheime verkiezingen"!

De kommunistische partij ontketent de burgeroorlog en wint deze, bezet de (in militaire en sociale zin) sleutelposities, verduizendvoudigt haar propaganda- en agitatiemiddelen door de openbare gebouwen en bouwwerken te veroveren, vormt, zonder tijd te verliezen met procedures, de "gewapende arbeiderskorpsen" waarvan Lenin spreekt, de rode garde, de revolutionaire politie. Op de vergaderingen van de Sovjets krijgt zij de meerderheid op de leus: "Alle macht aan de sovjets!". Is deze meerderheid een juridisch feit, kil en op banale manier getalsmatig?

Geenszins. Wie ook -spion of oprechte maar misleide arbeider-ervoor stemt dat de Sovjet afziet van de macht die dankzij het bloed, vergoten door de proletarische strijders, veroverd is of ervoor stemt dat de Sovjet de macht verkanselt aan de vijand, zal door zijn strijdmakkers met kolfslagen uitgestoten worden. En men zal geen tijd verliezen om hem bij een legale minderheid op te tellen, een kwalijke hypokrisie waaraan de revolutie geen behoefte heeft terwijl de kontrarevolutie zich ermee voedt.

8

Volgens dezelfde fundamentele lijnen zullen historische gegevens die anders zijn dan die van 1917 in Rusland -zeer recente val van het feodale despotisme, desastreuze oorlog, de rol van de opportunistische leiders- andere praktische configuraties van het basisnetwerk van de Staat kunnen determineren. Sinds de proletarische beweging het utopisme heeft verworpen vindt zij haar weg en verzekert zij haar sukses dankzij de exakte ervaring niet alleen van de wijze van produktie en van de structuur van de huidige Staten, maar ook van de strategische vergissingen van de proletarische revolutie, zowel in de "hete" sociale oorlog -waarin de gefedereerden van 1871 glorieus vielen- als in de "koude" sociale oorlog waarin wij de grote slag van Rusland hebben verloren, tussen 1917 en 1926, die tegenover de Internationale van Lenin het kapitalisme van de hele wereld stelde, dat in de eerste plaats ondersteund werd door de miserabele medeplichtigheid van alle opportunisten.

De kommunisten hebben geen gekodificeerde konstituties voor te stellen. Zij hebben een wereld van leugens en van in het recht en in de kracht van de overheersende klasse uitgekristalliseerde konstituties neer te slaan. Zij weten dat alleen een revolutionair en totalitair apparaat van kracht en macht, zonder enig middel uit te sluiten, zal kunnen verhinderen dat de infame resten van een tijdperk van barbarie weer de kop opsteken en dat, belust op wraak en op slavernij, het monster van het sociale voorrecht de kop opsteekt, voor de duizendste keer de leugenachtige kreet van *Vrijheid!* lancerend.

ALS U GEINTERESSEERD BENT IN ONZE OPVATTINGEN KUNT U MET ONS KOMEN DISKUSSIËREN OP ONZE VASTE BIJEEEN KOMSTEN :

Café de la Régence
Pl Ferdinand Cocq
BRUSSEL

ELKE TWEDE MAANDAG VAN DE MAAND,
Van 19.30 tot 21.30 uur.

ALLE KORRESPONDENTIE : Richten aan :
M JA, Postbus 199
1060 - BRUSSEL 6

ONZE PUBLIKATIES
WORDEN VERKOCHT DOOR DE
VOLGENDE BOEKHANDELS :

- ATHENEUM NIEUWSCENTRUM
Spuistraat 305
AMSTERDAM
- VAN GENNEP BV.
Nes 128
AMSTERDAM
- DE MOL
Jan Van Lieshoutstraat 12
EINDEHOVEN
- DE TRIBUNE
Brusselsestraat 78
MAASTRICHT
- SERVAAS
Vrijthof 29
MAASTRICHT
- DE OUDE MOL
Van Broeckhuysenstraat 48
NIJMEGEN
- DE VRIJE BOEKHANDEL
Veemarktstraat 40
BREDA
- VAN GENNEP ROTTERDAM
Zinnenweg 131
ROTTERDAM
- WERELDWINKEL DE UITBUIJT
Hoogstraat 52
WAGENINGEN
- DE DATABANK
Broerstraat 5
GRONINGEN

ONDERSTEUN DE ONTWIKKELING VAN DE INTERNATIONALE PUBLIKATIES VAN DE PARTIJ. GEEF EEN GELGELYKE BYDRAGE !

De situatie in Nederland.

Na het formidabele voorbeeld van de havenarbeiders en de sleepers in de strijd om hun loon te verdedigen* (zij het niet met klinkend resultaat), hebben zij hun voornemens voor de CAO van 1980 nog niet op gelijke wijze kracht bij kunnen zetten. Overigens heeft die staking vele gevolgen gehad: ondertussen zijn er in sommige bedrijfstakken wel resultaten behaald en heeft de vakbondsleiding (FNV) ingezien dat zij wel wat meer tegemoet moest komen aan de roep en de "spontane" akties om het loon veilig te stellen, anders zouden de vakbondsleidingen de greep op en de aansluiting bij hun leden gaan verliezen, zoals dat in Rotterdam in september 1979 het geval was, en een dergelijke niet meer door de vakbond gecontroleerde beweging wordt zowel door de leiding van de vakbond zelf alsook door de werkgevers als "rampzalig" beschouwd. (De VervoersBond-FNV heeft het evenwel nog niet aangedurfd haar leden in de roterdamsche haven op te roepen mee te doen aan de vakbondsakties tegen de loonmaatregel.)

De vakbonden zijn dus wat bijgedraaid. De PvdA is hen daarin niet gevolgd. Deze grootste politieke "arbeiders" partij heeft door middel van haar alternatief regeringsplan laten weten niet absoluut tegen de afbraak van de lonen die boven het minimumloon zitten te zijn: "de koopkracht van de modale inkomens zijn voor ons niet heilig", aldus Den Uyl. Dus behalve dat de PvdA zich heeft laten beïnvloeden door de intimidatiecampagne die de regering, met behulp van de cijfers van het centraal planbureau en andere regeringsorganen — die geacht worden "neutraal" boven het geharrewar van de politieke partijen, al dan niet in bezit van een "alternatief", te staan — heeft ontketend, zijn daarin ook diezelfde vakbonden overstag gegaan: behalve een erg mager verbaal protest heeft de vakbondsleiding in feite haar medewerking verleend aan de bezuinigingsplannen van deze regering (en zoals gezegd, een regering met de PvdA zou net zo hard bezuinigen). De "estafette-stakingen" waren eerder bedoeld om de publieke opinie, oftewel de Tweede Kamer en met name het CDA, te overtuigen van de noodzaak om de arbeidersklasse niet al te bruusk aan te pakken, aangezien deze dan wel weer eens opnieuw aan de greep van de vakbondsleidingen zou kunnen ontsnappen, zelfs nu de vakbond iets is "geradikaliseerd". Die centrale akties, ook al vestigden die een nationaal rekord, zijn na de parlementaire nederlaag voor de PvdA-FNV groep opgeschort, onder het motto: nu in de bedrijven de loonwet via alle mogelijke mazen en gaatjes gaan ontduiken. Het is weer eens temeer duidelijk geworden dat die centrale akties niet tot doel hadden de regering te doen buigen door middel van de kracht van de arbeidersbeweging: als de arbeiders hun eigen belangen serieus in eigen handen nemen en zich daarvoor organiseren geven de vakbonden niet thuis en verraden zij hun leden! (Dat gebeurde indertijd met de "reorganisatie" van de scheepsbouw in Amsterdam waar de vakbonden mee akkoord gingen en die duizenden ontslagen betekenden, en men kan evenmin nu een serieuze verdediging van de belangen der arbeiders verwachten van de kant van de vakbond, nu de regering zelfs het overblijfsel van die reorganisatie, de ROS, wil opdoeken.) Ondertussen hebben de werkgevers de vakbonden al gewaarschuwd: een dergelijk gedrag, via de CAO en op andere manieren de effecten van de loonwet omzeilen, "dat is vragen om een nieuwe loonmaatregel voor 1981". Cynisch-openlijk zetten de werkgevers hun "sociale partner" in de knel. Eenzelfde soort poging, om via de publieke opinie, de Kamer, de regering te dwingen haar beleid te veranderen, namelijk ten aanzien van de illegale buitenlandse arbeiders, was evenmin succesvol (zoals men dus al had kunnen vrezen). Zelfs met een door de meerderheid van de kamer aangenomen motie om versoepeling van deze toch voor de arbeiders wel wat al te rauw uitvallende wet (kampioenen van de legalistische weg zoals de CPN, en in haar kielzog andere "demokratische" organisaties, al dan niet van buitenlandse arbeiders, roepen openlijk om strengere toepassing van de wet tegen de "andere partij": de bazen!), met name ondersteund door partijen die eertijds vóór de wet Arbeid Buitenlandse Werknemers stemden zoals de PvdA die nu voor een overgangsregeling pleitten, heeft men geen verandering van het regeringsbeleid kunnen bereiken: de regering heeft eenvoudig verklaard de motie naast zich neer te zullen leggen. Daarentegen is de overheid de laatste tijd juist openlijk in de aanval (al noemen sommigen dat weer een teken van zwakte!) met het veelvuldig inzetten van haar oproerpolitie, de M.E. (Mobiele Eenheid), met name tegen krakers (in Amsterdam zelfs daarbij geholpen door het laatste instrument dat de bourgeoisie daartoe ter beschikking staat: het leger), en tegen bezetters van universiteitsgebouwen (Wageningen) en terreinen van kerncentrales (Borsele). Deze laatste twee akties, in tegenstelling tot het verheugende voorbeeld van de genoemde krakers in de hoofdstad, speelden zich af in een sfeer van volstrekt pacifisme (waarop met name de CPN zich beroemt met haar gedragslijn: "niet op 'provokaties' in gaan en 'verantwoordelijkheid' tonen", zie ook haar gedrag tijdens de havenstaking) en ook in geïsoleerdheid ten opzichte van de arbeidersbeweging, net zoals het geval was met de aanvallen op de buitenlandse arbeiders in de Mozes en Aaronkerk en daags tevoren tijdens de manifestatie ten gunste van Polisario: die aanvallen zijn ongestraft gebleven in die zin dat er geen antwoord van de arbeidersklasse kwam. De officiële arbeidersvertegenwoordigingen beschermen niet eens in voldoende mate de belangen van het gros van hun leden laat staan dat zij, opportunistisch als zij zijn, opkomen voor de minderheidsgroeperingen van diezelfde arbeidersklasse, zoals met name de buitenlandse arbeiders en jongeren zonder huisvesting. Zo verdelen de vakbondsleidingen de klasse en verraden haar!

De openlijke loonsdaling en daarbij gevoegd de overige verslechtingen van het levenspeil (toenemende werkloosheid, prijsstijgingen, de uitvoering van de sociale wetten die steeds meer uitgehold wordt) zullen niet nalaten de arbeidersklasse in beweging te zetten, ondanks de valse bescherming van een FNV-PvdA en het verraad van een 'kommunistische' CPN (wier eventuele samenwerking, zolang door de CPN nagestreefd, door de russische inval in Afghanistan, door de PvdA verder onder druk is gezet doordat de CPN in feite voor Moskou heeft gekozen en de PvdA voor die andere bourgeoisie: de Amerikaans-Westeuropese) en noodzakelijkerwijs juist tegen deze opportunistische stromingen in!

* zie ook De Proletariër no's 7 en 8.